



« Finance alternative et monnaies complémentaires »

Compte-rendu de la session special organisée par UN-NGLS, lors de la conférence sur le « Potentiel et les Limites de l'Economie Sociale et Solidaire » organisée par UNRISD, du 6 au 8 mai 2013 au BIT

Par Tristan DISSAUX

MAI 2013

Du 6 au 8 mai 2013 l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) organisait à Genève trois jours de conférence sur le thème du « Potentiel et des limites de l'économie sociale et solidaire ». Le terme d'ESS est ici utilisé pour désigner les « formes de production et d'échange qui visent à satisfaire les besoins humains, à renforcer la résilience et à élargir les capacités humaines par le biais des relations sociales basées sur la coopération, l'association et la solidarité » [UNRISD]¹. Le thème des monnaies complémentaires s'inscrit dans cette perspective, et a donc donné lieu à quelques publications dans le cadre principal de la conférence, mais surtout à une session spéciale d'une demi-journée, dont ce papier se fait l'écho. Cette position ambiguë de la thématique des monnaies complémentaires, à l'agenda de la conférence, mais faisant l'objet d'une session « spéciale », souligne à la fois les liens intrinsèques entre ESS et monnaies complémentaires mais révèle tout autant que les monnaies complémentaires restent encore à la marge de celle-ci [BLANC].

L'histoire récente des monnaies complémentaires nous montre depuis les années 1990 une croissance importante du nombre de dispositifs, qui atteint aujourd'hui 5 000 selon une estimation basse [BLANC]. Quatre grands types de dispositifs coexistent : ceux de type LETS depuis le milieu des années 1980 (pas de convertibilité et distanciation face au marché, éloignement vis-à-vis des gouvernements et des administrations) ; ceux des banques de temps et des accorderies (enracinés dans des partenariats socio-économiques et mis en place avec les collectivités) ; les dispositifs tels que l'Ithaca Hour, le Palmas ou les monnaies de transition (qui introduisent une monnaie papier dotée d'une certaine convertibilité, selon des objectifs forts de développement économique local basé sur le marché) ; et enfin la dernière génération

de projets complexes à plusieurs objectifs simultanés de type SOL. Sur la dernière décennie, le nombre de dispositifs de 1^{ère} génération a stagné, alors que le nombre de dispositifs de 2^{ème} génération a doublé et que celui de 3^{ème} génération a été multiplié par 6. Les dispositifs de 4^{ème} génération restent pour leur part encore peu nombreux.

En ce qui concerne la recherche sur ces dispositifs monétaires, l'étude des publications de l'IJCCR² depuis son lancement en 1997 met en évidence ses principaux traits [BLANC]. Les publications sont d'abord académiques mais aussi pratiques, signées aussi bien d'universitaires que de praticiens. Cette approche multi-acteurs reflète la construction sociale de l'objet d'étude. Les sujets majoritairement abordés sont ceux du développement communautaire, de l'empowerment, du capital social ou de l'exclusion : ils reflètent les objectifs des dispositifs monétaires étudiés. Mais les publications sont avant tout empiriques et il n'y a que peu de textes théoriques qui permettent une discussion conceptuelle. Il faudrait ainsi relier les expériences étudiées à des vues plus larges relatives à la monnaie, et les resituer dans leurs relations avec l'économie, la société et l'environnement. Les « points aveugles » de la recherche sont finalement la théorisation, l'histoire, les approches comparatives et l'articulation avec le système monétaire conventionnel.

De tels axes de recherche seront nécessaires pour faire sortir les monnaies complémentaires de la marginalité, et pour les faire apparaître comme un outil au service d'une transition vers une société durable. Un schéma d'agence-ment monétaire basé sur le principe de subsidiarité des monnaies serait en effet à même de réaliser la dimension locale du développement soutenable [FARE]. Les monnaies locales, sociales et/ou complémentaires (MLSC) portent effectivement trois potentialités en termes de développement soutenable. Elles (1) territorialiseraient les

¹ Les références renvoient aux publications de la conférence ou aux présentations qui y ont été données.

² L'*International Journal of Community Currency Research* est une revue en ligne à comité de lecture. www.ijccr.net

activités au sein de la communauté créée par une mise en réseau *bottom-up* selon un processus de coopération, d'inclusion sociale et de gouvernance collective. Cette reterritorialisation entraînerait mécaniquement (2) une dynamisation des échanges par la substitution des échanges avec l'extérieur et une solvabilisation supplémentaire par le microcrédit ou le crédit mutuel. Enfin, elles entraîneraient (3) la transformation des pratiques, des modes de vie et des représentations sociales. Cette « démarchandisation » qui découple l'amélioration du bien-être de la consommation pourrait ouvrir la voie à un changement de paradigme et à une rupture vis-à-vis du modèle de croissance dominant. Les monnaies subsidiaires devraient donc se déployer « au niveau pertinent le plus bas leur permettant d'atteindre des impacts optimaux », la subsidiarité caractérisant « un schéma monétaire complémentaire où à chaque échelle d'action pertinente se déploie une monnaie spécifique dont la sphère socioéconomique et territoriale est unique ».

L'enjeu consiste maintenant pour ces dispositifs monétaires innovants à déterminer les conditions pertinentes de leur mise en place et de leur adoption, ainsi que d'identifier leur échelle pertinente et leur taille critique. Le saut d'échelle, de l'expérimentation locale à l'adoption sociétale, devra se faire avec le concours des gouvernements. Ceux-ci doivent passer d'une approche de « *push currencies* » (monnaies introduites par le haut) à des « *pull currencies* » (monnaies construites par le bas) [LIETAER]. Par exemple, si le WIR suisse créé en 1934 inclut aujourd'hui près de 50 000 PME, c'est que son développement a été autorisé par les autorités, le cercle économique WIR ayant ainsi pu acquérir le statut d'institution bancaire. Pour les politiques, les potentialités sont réelles : par exemple en intégrant les monnaies complémentaires à des politiques publiques spécifiques économiques, sociales ou environnementales, ou en acceptant le paiement des impôts locaux en monnaie locale.

Toutefois, la nécessaire diffusion du corps social au corps politique ne doit pas se faire aux dépens de l'essence de ces dispositifs monétaires. Autrement dit, ceux-ci doivent pouvoir garder leur dimension « grassroots ». Le cas argentin est représentatif des difficultés que peut soulever l'extension à grande échelle d'un dispositif monétaire complémentaire [GOMEZ]. Le *Trueque*, initié en réaction à la crise argentine, fut en 1995 initialement un unique *Club* de 30 membres, pour atteindre en à peine deux ans cent vingt mille participants dans 14 provinces de tout le pays. Face au succès du premier dispositif et à la demande que celui-ci a suscité, le désir d'expansion a entraîné la standardisation du modèle : « *scaling up took priority over local embeddedness* ». L'émission de bons, les *creditos*, répondait au souci d'interconnexion des multiples dispositifs naissants. Mais une telle construction éloignait l'ensemble du modèle initial de LETS : la relation

d'échange qui n'était déjà plus interpersonnelle allait devenir anonyme avec l'extension du dispositif et la dissolution des liens sociaux à la base du système. Bien que l'effet économique ait été bénéfique créant une diversification importante de l'offre de biens et de services, la confiance qui était à la base du système n'a plus été garantie par la nouvelle dimension de l'ensemble. On a par exemple assisté à une préférence pour les *creditos* originaux plutôt que ceux des générations ultérieures. Des règles ont dû être mises en place pour maintenir la confiance dans les bons émis, mais ces règles ont mené à une bureaucratiation bien éloignée de la gouvernance commune d'origine. Le *Trueque* était finalement devenu un « Etat dans l'Etat », dépassant non seulement le « marché au sein du marché » tel qu'il avait été conçu, mais était en plus devenu une économie de marché conventionnelle, privée de ses valeurs initiales. Les divergences ont finalement eu raison de cette expérience, qui a implosé en 2001 : « *There were too many opinions or visions about what the Trueque should be* ».

Mais le cas de la monnaie Palmas au Brésil nous montre qu'il est possible de réaliser ce saut d'échelle. Dans un quartier pauvre de Fortaleza, 32 000 personnes de 8 000 familles différentes ont dû réapprendre à faire société après avoir été déplacées par les autorités publiques. De cette situation, couplée à un capital social fort et à une culture de la solidarité, est née la Banque Palmas d'un projet de l'association des résidents. Créée en 1998, la banque développe aujourd'hui des activités de microcrédit, de microassurance, de formation, et émet sa propre monnaie sociale (le Palmas) [DE FREITAS]. Dans son mouvement de diffusion et d'essaimage, le modèle de la Banque Palmas a su rester proche de ses valeurs. L'Institut Palmas a ainsi été créé en tant que nouvelle structure institutionnelle en charge de la diffusion de la méthodologie de la banque Palmas. Dans les communautés désireuses de créer leur banque de développement communautaire, des forums économiques locaux sont créés où se fait l'appropriation démocratique du modèle : « *Money, considered a social institution, is indeed defined by the community itself through collective deliberation* ». La gouvernance de la monnaie peut finalement être considérée comme relevant de celle d'un bien commun, suivant les principes d'Elinor Ostrom [MEYER]. Mais si la monnaie a permis une localisation de la consommation au sein de la communauté, c'est surtout grâce à la multiplicité des outils mis en place, et à la mobilisation de tous autour de la campagne « *Compre no bairro é but emprego* » ou « *Acheter dans le quartier pour l'emploi* » [MEYER] : « *Money is a tool of mobilisation, but is not the only one developed by Banco Palmas* ». Le projet est celui plus global d'une stratégie de développement endogène liant consommation locale et production locale et selon ce projet, « *ce ne sont pas les outils financiers qui produisent les transformations, mais la façon dont ils sont utilisés, qui redéfinit le sens de l'économie* » [NEIVA et al.].



Si de nombreuses expériences ont été menées sur le continent sud-américain, des projets se développent aussi en Afrique. Au Kenya, le Bangla-Pesa est une monnaie complémentaire émise par le Bangla-Business-Network, un réseau commercial de petites et moyennes entreprises de la communauté de Bangladesh à Mombasa. Ensemble, ces entreprises ont mis en place un système de crédit mutuel, sous l'impulsion de l'organisation Koru-Kenya (organisation de la société civile œuvrant dans les domaines de l'environnement, de la culture et de l'économie pour les communautés locales). Ce réseau compte plus de 200 petites entreprises, dont 90 % sont tenues par des femmes commerçantes de l'économie informelle. La monnaie est constituée de bons papiers, permettant d'échanger biens et services dans une gamme très large permettant aux habitants de la localité de répondre à leurs besoins quotidiens tout en favorisant l'économie locale [RUDDICK]. Un autre projet se développe dans la région d'Androy à Madagascar, incluant 13 000 familles. L'idée est ici celle d'une monnaie comme outil pour le changement de l'agriculture locale vers une agriculture durable et résiliente dans le contexte du changement climatique dont est déjà victime la région. La monnaie, adossée à des fonds de bailleurs, sert à l'acquisition de semences adaptées au changement climatique ou d'autres produits ou services permettant la conversion vers des pratiques agroécologiques. La monnaie, de par la restriction de son usage selon ces objectifs, a déjà permis l'évolution des pratiques à une vitesse bien supérieure à celle des projets de développement agricole traditionnels selon la FAO (qui finance le projet avec l'Union Européenne) [ROUX].

On le voit, les monnaies complémentaires, de par leurs objectifs économiques, sociaux, et/ou environnementaux sont mises à l'agenda dans un objectif de localisation qui rééquilibrerait la mondialisation. Les monnaies complémentaires constituent alors une réaction au processus de « disempowerment » qui affecte le local dans cette dynamique globalisante, selon Hamish JENKINS de l'UN-NGLS (Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales). Cette mission confiée aux monnaies complémentaires ne devra pas, comme soulignée par une intervention lors des débats, être à l'image de la microfinance, dont « l'ascension et la chute restent un récit édifiant d'une industrie de l'aide décrite comme déchirée entre deux extrêmes d'excitation et de désespoir »³. Beaucoup d'espoir ont en effet été portés sur la microfinance en termes de finance solidaire et d'inclusion. Mais les dispositifs de monnaies complémentaires se démarquent intrinsèquement de la microfinance. Alors que cette dernière a pu devenir un outil standardisé de fourniture d'un service financier, les monnaies complémentaires sont un outil au sein d'un

projet de développement intégré plus global. Les différences entre ces deux outils sont notables en ce qui concerne notamment leur appropriation et leur management.

Pour pleinement s'exprimer, reste maintenant aux monnaies complémentaires à se forger un cadre légal adapté, et au politique à dialoguer avec le corps social porteur de ces initiatives. Cette conférence n'a pas donné lieu à ce dialogue, mais peut être que la deuxième Conférence internationale sur les systèmes de monnaies complémentaires sera l'occasion de l'initier. Cette conférence se tiendra à La Haye du 19 au 23 juin 2013 et une journée sera dédiée aux décideurs et responsables gouvernementaux.

Articles et présentations

Les publications de la conférence sont disponibles en ligne sur www.unrisd.org - <http://bit.ly/15UKxGP>

- UNRISD, « Potential and Limits of Social and Solidarity Economy », Conference Booklet.
- BLANC Jérôme, « Monnaies complémentaires, pratiques et recherche : état de l'art ».
- DE FREITAS Carlos, « Solidarité, développement inclusif endogène et économie populaire : l'expérience brésilienne des banques de développement communautaires et des monnaies complémentaires ».
- FARE Marie, « Les monnaies sociales et complémentaires dans les dynamiques territoriales : potentialités, impacts, limites et perspectives ».
- GOMEZ Georgina M., « Balancing growth and solidarity in the Argentine community currency systems (Trueque) ».
- LIETAER Bernard, « Scaling up complementary currencies: what role for governments? ».
- MEYER Camille, « Social currency for common goods: the case of the Palmas currency ».
- NEIVA Augusto Câmara, BRAZ Juliana, MELO Joaquim, TSUKUMOIV Diogo Jamra, « Solidarity Finance and Public Policies: The Brazilian Experience on Community Development Banks ».
- ROUX Jean-Luc, « New approach for a social and solidarity currency: Towards a solution for humanitarian, economic and ecological crisis. The case of Androy in Southern Madagascar ».
- RUDDICK Will, MARIANI Lucero, « Complementary Currencies strengthening the Social and Solidarity Economy: case studies from Kenya ».

³ www.guardian.co.uk, « The rise and fall of microfinance », Novembre 2012.